

AVIS.

Ceux de nos abonnés qui désirent rendre leur série de l'Opinion Publique de l'année dernière, trouveront à les placer en s'adressant au bureau de l'administration, No. 1, Côte de la Place d'Armes.

L'OPINION PUBLIQUE.

JEUDI, 1^{ER} JUIN, 1871

TRAITÉ DE WASHINGTON.

L'une des dernières éditions du *Times* de Londres contient un article sur le Traité de Washington. Sous prétexte de mettre les esprits en garde contre les rapports inexacts que peut transmettre le télégraphe sur la nature et la portée du Traité, il les prépare à l'accepter par des considérations toutes britanniques. L'usage de nos canaux et la libre navigation du St. Laurent accordée aux Américains lui paraissent une affaire toute simple et en conformité parfaite avec le droit public. C'était un peu l'opinion exprimée par M. Kerr dans la *Revue critique de jurisprudence et de législation*. Au reste, il y a immense compensation à cette concession faite aux Etats-Unis, toujours suivant le *Times*; tout le commerce de l'Ouest va nous échoir, et les canaux de l'Erié et de l'Hudson seront privés des bénéfices incalculables que donne le transport des produits de cette riche partie des Etats-Unis. Il y a un peu de vrai là-dedans, mais la pilule est un peu trop dorée. L'avantage du commerce de l'Ouest, de faire passer par nos eaux ce qui auparavant passait par New York pour atteindre de là le marché européen, est incontestable et n'a jamais été nié.

L'état actuel de nos canaux ne nous permet malheureusement pas de tirer tout le parti possible du transport des céréales de l'Ouest. Il faudrait élargir et recréer ces canaux pour donner passage aux vaisseaux transatlantiques d'un fort tonnage, et éviter de la sorte le coût énorme des transbordements. Des examens et des calculs ont déjà été faits, et, si nous nous rappelons bien, une somme de quarante millions de piastres a été par des hommes compétents jugée nécessaire pour améliorer nos canaux, de façon à ce qu'un navire ou vaisseau à vapeur transatlantique d'un assez fort tonnage puisse les franchir pour aller chercher son chargement à Chicago et le porter à Liverpool ou partout ailleurs. Avec une telle amélioration, nous aurions tout le profit du passage des grains et farines de l'Ouest; nous pourrions attirer ici son commerce et devenir son intermédiaire entre lui et l'Europe: Montréal et Québec deviendraient ses entrepôts; nos banquiers, nos importateurs et nos expéditionnaires (*forwarders*) seraient ses courtiers et ses agents d'affaires. Pour nous, ce serait un élément inouï de prospérité.

Mais où prendre ces quarante millions? Le chemin de fer Intercolonial et celui du Pacifique vont absorber le surplus de toutes nos ressources pendant bien longtemps. A moins de secours extraordinaires ou étrangers, nous ne pourrions de sitôt songer à cette entreprise. Pourquoi l'Angleterre ne nous aiderait-elle pas? Ce serait un excellent moyen de faire oublier sa capitulation de Washington. Il n'y a pas à se le dissimuler: tout ce que nous lisons depuis quelque temps nous convainc de plus en plus que les commissaires anglais avaient instruction de tout céder pour régler la grande difficulté des réclamations de l'*Alabama*.

C'était là, pour l'Angleterre, la seule question et toute la question, parce que là se trouvait un danger permanent; une cause de guerre. Ayant besoin de concentrer toutes ses forces en Europe, épouvantée des horreurs de la guerre franco-prussienne, elle avait décidé de faire disparaître pour toujours les appréhensions d'un semblable carnage entre elle et les Etats-Unis. Certes, nous ne pouvons la blâmer; c'est déjà quelque chose que d'avoir le courage de s'humilier et de consentir à donner des millions pour assurer une paix durable, comme elle l'a fait par le Traité de Washington. Nous en profitons tout comme elle, puisqu'en cas de guerre nous serions les premières victimes. Mais ce que nous ne pouvons approuver, c'est de nous avoir sacrifiés dans le marché. Elle est seule la cause de toutes les difficultés. Le *Times* l'avoue ingénument. Sans la question de l'*Alabama*, tout se serait arrangé entre le Canada et les Etats-Unis; c'est elle qui retire les premiers bénéfices du nouveau règlement, c'est nous qui payons les premiers frais. On nous enlève les pêcheries: on va nous laisser voler quelques lambeaux de territoire au Nord-Ouest, nous livrons nos canaux, fleuves et lacs aux Américains; on se moque de nous quand nous réclamons les millions que nous ont coûté les incursions féroces, qui étaient dirigées contre la politique impériale et qu'on laissait faire parce que l'Angleterre ne voulait pas payer les dommages causés par les déprédations de l'*Alabama* et autres corsaires confédérés. Enfin, tous les

sacrifices sont de notre côté. Un grand peuple comme l'Angleterre ne peut infliger jusqu'au bout une telle injustice à l'une de ses plus belles et de ses plus fidèles colonies. Nous croyons donc que des représentations tout à la fois fermes et respectueuses devraient être, si toutefois on ne l'a déjà fait, tentées dans ce sens auprès du gouvernement impérial. Une aide efficace, sous une forme quelconque, qui nous mettrait en état de commencer promptement l'amélioration de nos canaux, constituerait une compensation qui nous ferait oublier toutes nos pertes. Cette compensation, nous avons droit de l'obtenir, et il serait indigne de l'Angleterre de nous la refuser.

J. A. MOUSSEAU.

A MANITOBA.

La législature locale de Manitoba n'a pas voulu clore sa première session sans se payer le luxe d'une crise; une crise, un *dead-lock* à Manitoba, entre le ministère et une Chambre qu'on traitait de jeune et d'inexpérimentée! La cause qui a amené ce cataclysme en valait la peine. Le gouvernement, après avoir supputé ce qui lui restait en caisse, a trouvé qu'il pouvait payer aux députés une indemnité de \$200 pour la première session. Ces messieurs ne se sont pas montrés satisfaits et ont signifié leur intention de se voter \$300. Là-dessus, grande colère de M. Clarke, l'hon. procureur-général de là-bas. Il a fait entendre les tonnerres de son éloquence à la jeune députation; il a même été jusqu'à la menacer de résigner. Et c'est là qu'il a eu tort.

Voilà une législature que nous aimons et qui ne se gêne pas. Elle est déjà mûrie et possède une expérience consommée. Encore une session, toutes ses dents seront poussées, et vous verrez qu'elle s'élèvera à la hauteur de nos Chambres locale et fédérale: elle demandera \$600 par session, et les aura! Ou bien le gouvernement s'en ira. Mais les gouvernements ne s'en vont pas pour de telles vtilles. Ils aiment mieux rester et payer ce qu'on leur demande. L'expérience est là pour démontrer que les Chambres bien payées sont toujours plus intelligentes et plus sages; elles respectent plus les gouvernants. M. Clarke se raviserait donc et ne menacerait plus. Qu'il aille même un peu plus loin dans la voie des amendements. Un peu de droit constitutionnel ne lui ferait pas de mal.

UNE BONNE NOTE POUR LES CANADIENS.

Les volontaires canadiens reviennent du Nord-Ouest. Nous sommes heureux d'apprendre que le deuxième bataillon de la province de Québec s'est conduit de manière à s'attirer les éloges de ceux mêmes qui ne nous aiment pas. Le colonel Jarvis dit un jour, après l'avoir passé en revue, qu'il était forcé de dire que le bataillon d'Ontario ne valait pas le deuxième de Québec, dont la bonne tenue et les progrès rapides méritaient les plus grands éloges. Le deuxième bataillon nous a donc fait honneur; il a contribué à faire respecter le nom canadien par des populations étrangères. Les officiers se distinguaient, paraît-il, par leur élégance et leurs manières de gentilhomme en même temps que par leurs connaissances militaires; et les hommes étaient dignes de leurs chefs.

Lorsque nos compatriotes arrivèrent à Toronto, on menaça de les traiter en race inférieure; mais on s'aperçut bientôt qu'ils avaient de la barbe au menton et qu'il fallait compter avec eux. Lorsqu'on les vit toujours les premiers à l'œuvre, à la tête du corps d'expédition, et les plus habiles dans les exercices militaires; lorsqu'on les vit si paisibles, si gais et si bons compagnons, mais capables en même temps de se faire craindre et respecter au besoin, on comprit que cette *race inférieure* n'est pas si mal, lorsqu'elle veut. Malheureusement, elle ne veut pas toujours lorsqu'il s'agit d'affaires, d'entreprises industrielles et commerciales.

BRAVOURE D'UN PRINCE FRANÇAIS.

On connaît les efforts faits par les princes de la famille d'Orléans, depuis le commencement de la guerre, pour combattre sous les drapeaux français. On a toujours opposé à leur demande la raison d'Etat, la crainte que leur présence ne fût une cause de troubles et d'intrigues. L'un des princes de cette illustre maison a cependant trouvé moyen de servir la France en prenant le nom d'un de ses ancêtres, Robert le fort. Il s'était déjà distingué dans la campagne de l'Italie contre l'Autriche, en 1859. Et depuis qu'il a pu, sous un nom d'emprunt, combattre dans les rangs de l'armée française, il n'a cessé de se faire remarquer par ses actions d'éclat et ses connaissances militaires; il a monté rapidement en grade et mérité les mentions les plus honorables et le plus flatteuses distinctions.

Il a exposé sa vie mainte et mainte fois et a toujours heureusement échappé au danger. Le général Rondot et le général Chanzy lui confiaient souvent les missions les plus hardies et les plus périlleuses. Ce prince est le jeune duc de Chartres.

Le duc de Chartres est le frère du Comte de Paris, chef actuel de la branche d'Orléans et fils par conséquent du duc d'Orléans, qui était fils aîné de Louis-Philippe.

LA MORT A BUENOS-AYRES.

M. Jackson, qui était parti pour Buenos-Ayres avec sa jeune femme, immédiatement après son mariage, est revenu, ces jours derniers, à Montréal. La maladie venait d'éclater dans ce malheureux pays, lorsqu'ils y arrivèrent; et lorsqu'ils en partirent, il y a un mois, la désolation y régnait avec toutes ses horreurs.

Il n'est pas hors de propos, peut-être, de dire ici que Buenos-Ayres, qui est aussi connue sous le nom de la république Argentine ou de la Plata, est située dans l'Amérique du Sud et comprend quatorze états ou provinces. Les principales villes sont: Buenos-Ayres, capitale de la république, Rosario, Cordova, Corrientes, Mendoza et Santa-Fe.

La population est d'environ 1,300,000 habitants, et se compose d'éléments divers, métis, indigènes, Espagnols, Italiens, Français, Anglais, etc., etc.

L'espagnol est la langue dominante, et le catholicisme la religion de la majorité. La civilisation la plus raffinée s'y trouve presque mêlée à la vie sauvage.

Comme dans tous les pays chauds et d'origine latine, on y aime la vie facile, le plaisir, le luxe, la musique et le far niente, la mobilité des impressions et la vivacité des sentiments et la négligence pour les choses les plus élémentaires de la vie positive.

Ainsi la maladie qui la décime aujourd'hui est due à l'insouciance et à l'apathie de la population, à son oubli des règles de la prudence et de la propreté la plus ordinaire. Qu'il suffise de dire qu'à Buenos-Ayres, ville de 160,000 habitants, il n'y a pas d'égouts, pas de canaux. Lorsqu'il pleut pendant plusieurs jours et que le soleil vient ensuite réchauffer ces eaux sales qui charrient partout les immondices, on peut juger des miasmes qui s'exhalent de partout. Aussi, lorsque cette terrible maladie, qu'on appelle les fièvres jaunes, y a éclaté, quels ravages!

A l'heure qu'il est, la moitié de la population a laissé le pays; les magasins et les bureaux publics sont fermés; on ne rencontre dans les rues que des charriots pour transporter les morts. Les fossoyeurs ne peuvent pas suffire; cent cinquante à deux cents bières attendent à la porte des cimetières leur tour. Cette maladie prend souvent par un saignement de nez, et quelquefois elle est prompte comme la poudre. Les journaux du pays sont remplis de détails lugubres sur les ravages de ce mal que rien ne peut arrêter: les personnages les plus marquants, riches et pauvres, jeunes et vieux, tout le monde y passe.

Les dernières nouvelles disent qu'il mourait sept à huit cents personnes par jour. Un grand nombre de familles se sont enfuies dans les champs et les montagnes. A Montevideo, capitale de la petite république de l'Uruguay, qui est voisine de celle de Buenos-Ayres, les fièvres sévissent aussi avec une fureur extraordinaire. Ceux qui peuvent laisser le pays s'en vont, et ceux qui restent tombent par centaines tous les jours. Comme la population de ce petit pays n'est que de 250,000 âmes, il n'y reste presque plus personne.

PROGRÈS.

QUÉBEC, 25 Mai 1871.

MM. les Rédacteurs,

Il y a déjà plusieurs années que l'on pratique avec le plus grand succès, à Montréal et ailleurs, de ces opérations hardies qui consistent à soulever de plusieurs pieds des bâtisses entières de pierres ou de briques, pour y ajouter un étage, sans qu'on ait encore songé, à Québec, à opérer aucune entreprise de ce genre. Il était réservé à M. Théophile Hudon, notre entreprenant marchand de St. Roch, d'entrer, le premier, dans cette voie de progrès, en faisant soulever de plusieurs pieds les deux derniers étages de son magasin, pour en exhausser d'autant le premier. Le plan de la bâtisse est d'un goût tout nouveau. C'est M. Jacob LePage, jeune architecte très-habile, à qui on a confié le plan grandiose du Séminaire de Rimouski, qui est chargé de mener cette œuvre à bonne fin. Il n'y a aucun doute que M. LePage, après s'être assuré les précieux services de MM. Olivier Mathieu, maçon, Joseph Breton & Frère, menuisiers, et A. Bélanger, tailleur de pierre, n'obtienne un plein succès dans son entreprise; aussi chacun de ces entrepreneurs a maintes fois donné, dans son genre de travail, les preuves les plus évidentes de son habilité.

Le nouveau magasin de M. Hudon devra être au moins trois fois plus considérable que celui qu'il occupe maintenant, puisqu'il y sera ajoutée une nouvelle partie de quarante-quatre pieds sur quarante, à trois étages.

Nous nous empressons de féliciter MM. Hudon et LePage de leur courage et esprit d'entreprise, et de leur désir de voir le progrès se développer dans la cité de Québec, notre voisine. Nous leur souhaitons, de même, qu'aux entrepreneurs, tout le succès possible, et les engageons à continuer leurs efforts dans cette voie.

DES PRATIQUES.

Montréal a perdu, la semaine dernière, un de ses plus anciens et estimables citoyens, le Dr. Trestler, père des MM. Trestler, dentistes bien connus dans le District. Le défunt était âgé de 73 ans.